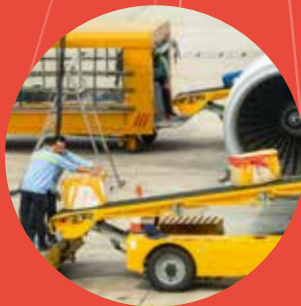




10 Axes d'action pour une industrie compétitive au service de l'Europe sociale

Contribution des Employeurs des industries technologiques pour la 9^{ème} législature du Parlement européen

ceemet
European Tech & Industry Employers



Ce rapport est également disponible en ligne sur 10-points.ceemet.org



Saviez-vous que

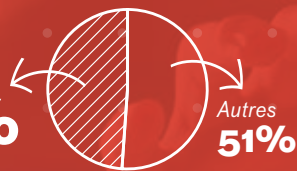


200 000

entreprises et travailleurs dépendent indirectement d'une législation utile qui a fait l'objet d'un contrôle de compétitivité avant d'être rigoureusement mise en œuvre.

Industries métallurgiques et technologiques

49%



de tous les salariés de l'industrie manufacturière, soit 17 millions de personnes, travaillent dans le secteur des industries métallurgiques et technologiques, ce qui en fait un partenaire important à qui parler.

119 milliards d' €



sont investis par les entreprises dans des biens matériels, ce qui constitue un premier pas pour permettre la transformation digitale.



90 milliards d' €

c'est le montant record que les industries technologiques & industrielles européennes investissent dans l'innovation pour trouver des solutions durables, par exemple en ce qui concerne la numérisation et le monde du travail.



+ de 40%

des dépenses sociales mondiales sont réalisées par les 28 Etats membres de l'UE. Soutenir la base industrielle de l'UE est une condition préalable pour demeurer la région la plus sociale du monde.



1,25 million

2013 2017

d'emplois nouveaux et de qualité ont été créés entre 2013 et 2017 par les industries technologiques. Avec la main-d'oeuvre qualifiée dont notre secteur a besoin, ce chiffre pourrait augmenter dans les années à venir.



10%

de salaire en plus, c'est en moyenne la différence entre les salaires dans le secteur des industries métallurgiques et technologiques par rapport à d'autres secteurs similaires. Une Europe sociale se construit sur des salaires compétitifs.

39%

est le chiffre des exportations en dehors de l'UE, ce qui souligne l'importance de l'UE en tant que bloc commercial.



Qu'est-ce que le Ceemet?

- Le Ceemet représente les employeurs des **industries métallurgiques et technologiques** en Europe. Il couvre des secteurs tels que les biens métalliques, l'industrie mécanique et électronique, les TIC, la fabrication des véhicules (automobile, train, aéronautique, etc.) et des autres matériels de transport.
- Nos organisations membres représentent **200 000 entreprises** en Europe, pour un total de **17 millions d'emplois directs** et **35 millions d'emplois indirects**.
- Le Ceemet est un **partenaire social européen** reconnu au niveau sectoriel. Notre vocation est de promouvoir la compétitivité mondiale pour les industries européennes par la consultation et le dialogue social.

INTRODUCTION

Pourquoi l'Europe & l'industrie ont besoin d'un plan ambitieux

En vue des élections au Parlement européen de mai 2019, les Employeurs des industries technologiques & métallurgiques européennes souhaitent stimuler un débat sur la manière de faire en sorte que l'UE soit prête à faire face à l'avenir, tout en rappelant que son succès est étroitement lié à une industrie compétitive sur le plan international.

Le Ceemet croit fermement en une Union européenne forte qui ne peut libérer pleinement son potentiel que si, conjointement avec tous les États membres, elle se concentre et agit sur les grands défis tels que la numérisation, la mondialisation, l'efficacité des ressources, le changement climatique et démographique et les migrations. Elle ne pourra relever ces défis avec succès que si elle adopte une nouvelle approche dans la manière dont elle réglemente et met en œuvre les politiques convenues.

Le plan en 10 points du Ceemet jette les bases d'une discussion reposant sur des faits et présente les idées de notre secteur pour transformer les défis d'aujourd'hui et de demain en opportunités.

Un vrai débat sur l'Avenir de l'Europe



Mieux légiférer



La compétitivité internationale



L'ère industrielle numérique



Les compétences, les compétences, les compétences



Des marchés du travail agiles



Les partenaires sociaux font la différence



Investir dans les industries technologiques



Le commerce mondial & le Brexit



Consulter l'industrie





POINT 1

Un vrai débat sur l'Avenir de l'Europe

Changer la logique de l'UE - Ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de la réussite européenne.

De nouveaux défis exigent de nouvelles idées

Les notions de « paix et d'unité » comme raison d'être de l'UE ont perdu du terrain auprès des citoyens européens. Ce chapitre central de la réussite de l'Europe n'est pas clair pour les jeunes générations. De même, la contribution de l'UE à la prospérité des Européens est également négligée. Les tendances récentes du nationalisme et du protectionnisme en témoignent.

Nous constatons la fragmentation du paysage politique, avec une augmentation problématique du nationalisme et du protectionnisme à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE, ainsi qu'une perte de confiance dans les institutions à tous les niveaux. Ce changement est étroitement lié à la montée de l'euroscpticisme dans de nombreux États membres. Les inquiétudes et

l'incertitude façonnent trop souvent le débat, y compris les préoccupations relatives à la baisse du niveau de vie.

Les citoyens européens ont besoin d'être rassurés sur le fait qu'à l'ère de la mondialisation, de l'accélération des progrès technologiques, et avec l'émergence de nouvelles superpuissances économiques, nous ferons mieux ensemble au sein d'une Union qu'en tant qu'États-nations isolés et plus faibles. Plus que jamais, l'Europe a besoin d'une politique commune sur le commerce et l'économie, pour stimuler la compétitivité des entreprises à l'échelle mondiale.

Maintenir les dépenses sociales inégalées de l'Europe grâce à un renforcement de la compétitivité

Le rapport des Cinq Présidents (2015), le Livre Blanc de la Commission sur l'Avenir de l'Europe (2017) et les documents de réflexion qui ont suivi sur l'avenir de l'Europe sociale, ainsi que l'approfondissement de l'Union économique et monétaire ont un objectif en commun : ils prévoient

d'autres compétences et réglementations de l'UE en matière de politique sociale et d'emploi pour parvenir à une convergence sociale ascendante. Ceci est censé se réaliser par le biais d'un pilier européen des droits sociaux ou en créant un régime européen de réassurance chômage. Il s'agit là d'une idée fautive et précaire, car elle ignore totalement la manière dont la politique sociale est financée.

Les citoyens et les hommes politiques européens doivent reconnaître qu'alors que l'UE28 ne représente que 7% de la population mondiale et environ 22% du PIB mondial, elle dépense plus de 40% des dépenses sociales mondiales¹. Parvenir à contrôler ces dépenses inégales dans le monde et les rendre durables ne sera possible qu'en cultivant, en Europe, une économie et une industrie innovantes et compétitives sur le plan international. Cela doit devenir la priorité absolue de l'Union européenne.

Une réinitialisation en profondeur est nécessaire pour un débat réaliste et ouvert sur la prospérité durable. Un point de départ possible est que les entreprises technologiques européennes assurent des emplois de qualité à plus de 35 millions de personnes en Europe, et jouent donc un rôle central dans le financement de l'Europe sociale. À l'heure actuelle, cette industrie tente de se frayer un chemin vers l'industrie 4.0 dans un marché mondial hautement concurrentiel. Une législation supplémentaire au niveau européen, reflétant les préoccupations des économies et des marchés du travail d'hier, ne profitera pas à la compétitivité de l'industrie de demain.

Mettre l'accent sur l'unité et la subsidiarité.

Europe numérique = Europe sociale

Nous pensons que l'avenir de la prospérité européenne dépend en grande partie d'une transition réussie vers une industrie et une société numérisées. Si l'Europe veut réussir, une grande partie du débat et des actions, y compris les investissements massifs, doivent se concentrer sur un marché unique européen (numérique) fluide.

Tout en respectant les principes de subsidiarité et de proportionnalité, l'Europe doit être prête à saisir les opportunités offertes par la numérisation et permettre à ses citoyens d'en faire autant. La diversité est la base de l'Union européenne, mais nous avons besoin d'une vision commune qui soit mise en œuvre par tous les États membres, entreprises, travailleurs et sociétés. Les États membres ne peuvent, à eux seuls, réaliser les importants investissements qui sont nécessaires à la mise en place d'infrastructures numériques cohérentes, à la cybersécurité ou à la protection des données.

L'unité est également nécessaire, et ce de manière urgente, pour défendre les intérêts européens dans un commerce mondial libre et équitable, compte tenu de la politique énergétique menée par la Chine et de l'évolution profonde du partenariat transatlantique.

Une Europe forte peut offrir une vision et des solutions qui donnent confiance aux citoyens, aux travailleurs et à l'industrie.

Nous croyons qu'accroître la compétitivité industrielle et saisir les opportunités liées à la numérisation contribuera au maintien d'une Europe sociale et, en retour, à l'élargissement du soutien des citoyens européens pour le projet européen.

Une stratégie européenne de numérisation centrée sur l'être humain, soutenant l'autonomisation des personnes, a le potentiel d'ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de la réussite européenne, à condition qu'il y ait un véritable débat ouvert sur l'avenir du projet européen.



POINT 2

Mieux légiférer

L'avenir de l'UE dépend d'un cadre réglementaire adapté à l'avenir, y compris aux marchés du travail.

Simplifier la réglementation & convaincre les citoyens

La réglementation doit répondre à des besoins. Elle doit également être cohérente et stable pour passer le « test de compétitivité ». La pertinence, l'efficacité et le respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité doivent être les principes directeurs de toute nouvelle réglementation européenne. La liberté contractuelle ainsi que les mesures non contraignantes, telles que les meilleures pratiques et les orientations pour les petites et moyennes entreprises (PME), doivent donc toujours être sérieusement envisagées. Le Ceemet soutient pleinement les principes qui sous-tendent le programme « Mieux légiférer » et l'exercice REFIT connexe visant à simplifier et à améliorer l'environnement réglementaire.

Nous encourageons le nouveau Parlement européen et la nouvelle Commission à produire des résultats tangibles en matière d'amélioration de la réglementation, car cela stimulera la compétitivité internationale, les investissements des entreprises et la création d'emplois.

La Commission doit examiner l'effet cumulatif de la législation et se concentrer sur des études d'impact véritablement indépendantes et objectives, qui tiennent compte de tous les coûts supplémentaires - tant publics que privés. Toute mesure prise à la suite d'une étude d'impact devrait également refléter les résultats de cette étude. Actuellement, la législation sociale au niveau de l'UE est trop souvent dictée par des motifs politiques. Ce fut le cas de la révision de la directive sur le détachement des travailleurs, qui a commencé comme une simple révision ciblée, mais qui a ensuite été poussée beaucoup plus loin, sans consultation appropriée des partenaires sociaux¹, et de la proposition de la Commission d'introduire une définition européenne du terme

1. Ceemet. (2016). Legal & Practical implications of the revision of Directive 96/71/EC concerning the Posting of Workers in the framework of the provision of services.

«travailleur», ce qui pourrait être considéré comme le début d'un processus d'harmonisation du droit du travail à l'échelle de l'UE.

La législation de l'UE doit être correctement transposée, appliquée et mise en œuvre avant d'adopter de nouveaux textes².

Mieux légiférer = rester simple mais strict

Les institutions de l'UE doivent s'employer, sans relâche, à éliminer les lourdeurs administratives qui étouffent trop souvent l'investissement des entreprises et entravent la compétitivité et la création d'emplois. Dans la mesure où les PME

sont particulièrement vulnérables à une législation inadaptée et excessivement contraignante, la création de start-ups en Europe est entravée.

Si l'Europe veut bénéficier de la croissance, de l'investissement et de la création d'emplois, toutes les parties prenantes doivent respecter les principes du «mieux légiférer» et les conditions-cadres appropriées.

Messages clés

#1 Les institutions de l'UE et les États membres doivent faire des efforts pour améliorer la mise en œuvre nationale et soutenir l'application du cadre réglementaire existant de l'UE, avant d'introduire de nouvelles réglementations.

La réglementation au niveau de l'UE devrait être fondée sur la «subsidiarité et la proportionnalité». Elle doit répondre à des besoins, être applicable et mise en œuvre.

Si elle n'est pas destinée à résoudre un problème spécifique, qu'elle n'est pas basée sur une analyse d'impact complète et objective et si elle ne peut pas être mise en œuvre, il ne devrait pas y avoir de réglementation.

#2 Évaluer en permanence la pertinence de la législation existante et sa mise en œuvre, en mettant l'accent sur la réduction des charges notamment administratives et des coûts qu'elle engendre en particulier pour les PME (REFIT).

Veiller à ce que les conditions-cadres appropriées offrent une marge de manœuvre pour le développement de nouvelles technologies.

#3 Les législateurs devraient se rappeler que la subsidiarité vise également à rapprocher les citoyens de l'Europe.

#4 Le Pilier Européen des Droits Sociaux (PEDS) doit être mis en perspective : il s'agit d'une proclamation et non d'une nouvelle Constitution européenne.

Soyez vigilants, le PEDS ne consiste pas à créer de nouveaux droits sociaux. L'emploi pourrait être affecté négativement, car une réglementation trop stricte du marché du travail peut inciter les entreprises à accroître leur intensité capitalistique. La technologie pourrait être utilisée pour remplacer les travailleurs face aux rigidités imposées par des réglementations trop strictes³.

2. Conseil européen (2017). Déclaration de Rome.

3. OECD. (2017). Employment Outlook 2017.



POINT 3

La compétitivité internationale

L'Europe est le berceau de l'industrie et possède une base industrielle inégalée. Une industrie européenne compétitive au niveau international est le fondement de la création de croissance et d'emplois de qualité.

Améliorer l'environnement des affaires

Les entreprises technologiques et industrielles opèrent dans un monde globalisé et se trouvent à

l'avant-garde de la concurrence internationale. Les entreprises membres du Ceemet sont en concurrence avec des entreprises du monde entier qui bénéficient souvent de conditions plus favorables pour faire des affaires. Il est donc impératif que l'UE trouve le juste équilibre lorsqu'il s'agit de réglementer pour le monde globalisé dans lequel nos entreprises opèrent.

Seule une industrie solide peut permettre de maintenir les dépenses sociales élevées de l'UE.

Des emplois de qualité pour financer l'Europe sociale

Avec le commerce international et les chaînes de valeur mondiales comme base de nos économies, une industrie européenne compétitive au niveau international est une condition préalable pour rester la région la plus sociale du monde. L'Europe est championne du monde des dépenses sociales, avec plus de 40 % des dépenses sociales mondiales dans les 28 États membres de l'UE, alors que l'Europe ne représente qu'environ 22 % du PIB mondial et seulement 7 % de la population mondiale¹. Les décideurs politiques européens doivent comprendre que les chaînes de valeur mondiales, l'ouverture des échanges et la promotion des entreprises et de l'innovation dans l'UE ont une valeur ajoutée.

Le niveau de richesse créé par l'industrie européenne et sa compétitivité internationale ont été nourris par le commerce, et en particulier par la création du marché unique. Cependant, ces principes sont actuellement menacés, que ce soit en raison de mesures protectionnistes entravant le commerce ou d'une concurrence non durable consistant à réduire l'impôt sur les sociétés pour

attirer les entreprises situées en dehors de l'UE. Les conditions-cadres pour faire des affaires doivent être adéquates afin de maintenir et de rendre l'Europe compétitive sur les marchés internationaux, en utilisant ses produits, services et talents uniques. La mesure et la comparaison des réglementations commerciales, telles que celles faites par la Banque mondiale, aideront et devraient être prises en compte par les décideurs politiques européens lorsqu'ils prennent des décisions concernant l'avenir de l'industrie.

L'Europe et son industrie : une combinaison performante

L'Europe, ses entrepreneurs et ses travailleurs ont le potentiel pour gérer avec succès les changements importants et perturbateurs induits par la numérisation, tels que la quatrième révolution industrielle. Si elle est bien comprise et bien gérée en tant que projet européen, la numérisation peut aboutir à une création plus équitable de croissance et de prospérité.

En ces temps d'incertitude, l'Europe a besoin d'une déclaration claire de la part des hommes politiques selon laquelle l'industrie est l'avenir de l'Europe et que cette croissance, cette richesse et ces emplois ne pourront être créés qu'avec une industrie compétitive au niveau international.

3

Messages clés

- #1 Les décideurs politiques européens devraient clairement affirmer l'importance de la compétitivité internationale de l'industrie et agir en conséquence.** Leur vision d'une Union toujours plus sociale ne peut se réaliser qu'avec une industrie en bonne santé.
- #2 Les décideurs politiques européens devraient accorder plus d'attention à la compétitivité internationale de l'Europe en tant que lieu d'affaires avant de lancer de nouvelles réglementations.** Cette analyse comparative internationale pourrait s'appuyer sur le rapport Doing Business de la Banque mondiale.
- #3 Les décideurs politiques et les partenaires sociaux européens doivent avoir pour objectif une industrie européenne compétitive au niveau international.**

1. Eurostat.



POINT 4

L'ère industrielle numérique

Ouvrez un nouveau chapitre de l'histoire de la réussite de l'Union européenne.

Préparer l'UE à l'avenir numérique

Un marché unique numérique (MUN) fluide est une condition préalable à la réussite de l'Europe dans sa recherche du leadership numérique au niveau mondial, pour stimuler la croissance économique, la compétitivité et l'emploi.

Pour maintenir sa position de leader mondial en matière de dépenses sociales, l'Europe doit être à l'avant-garde du développement de nouvelles technologies et de leur mise sur le marché. Entre autres, la robotisation et l'intelligence artificielle seront les moteurs de l'innovation en matière de processus et d'efficacité des ressources, des produits et des services. Elle peut permettre à l'industrie européenne de rester ou de devenir un champion mondial dans de nombreux secteurs.

Parvenir à un marché unique numérique européen nécessite des investissements publics massifs dans les infrastructures, y compris par le biais de partenariats public-privé, par exemple pour l'accès universel au haut débit, la cybersécurité ou le big data. Les États

membres ne seront pas en mesure de gérer seuls ce processus.

Réglementation adaptée à l'avenir

Les réglementations proposées et existantes doivent réussir un « contrôle de compétitivité numérique » pour libérer le potentiel lié au progrès technologique. Des normes européennes, voire internationales, dans le domaine technique peuvent faciliter la numérisation de l'industrie. Ce n'est pas le cas pour l'harmonisation au niveau de l'UE (convergence ascendante) des législations nationales en droit du travail. Cela contrecarrerait les avancées en matière de numérisation¹ et limiterait la création de start-ups dans l'UE.

Le règlement général sur la protection des données (RGPD) de 2018 constitue un pas dans la bonne direction pour surmonter la fragmentation de l'ensemble des règles relatives à la protection des données de tous les États membres. Alors que le RGPD couvre de manière adéquate la gestion des données dans la relation de travail, l'approche générale de minimisation des données contraste avec le big data et risque d'entraver l'innovation et la création de start-ups. Les citoyens et les entreprises ne doivent pas être laissés seuls face au RGPD. Les

1. OECD. (2017). Employment Outlook.

membres du Ceemet soutiennent activement leurs entreprises adhérentes, mais les États membres et les institutions européennes doivent faire leur part du travail. Le « guichet unique » de la Commission doit rapidement offrir une aide concrète pour mettre en œuvre le RGPD.

Rationaliser et coordonner

L'initiative « Numérisation de l'industrie européenne » de la Commission a donné le coup d'envoi d'un processus dynamique, conduisant à la création de nombreux pôles et plates-formes d'innovation numérique multipartites. Malgré la création d'une « plate-forme européenne d'initiatives nationales », celles-ci sont encore trop peu coordonnées. Étant donné l'importance cruciale du facteur temps et du rapport coût-efficacité, l'Europe doit accélérer ses efforts pour rationaliser ses politiques et ses activités afin d'apporter la numérisation dans toutes les régions de l'UE, la société et l'industrie. La numérisation en tant que politique européenne horizontale, pour laquelle différentes directions générales de la Commission travaillent ensemble, est une première étape.

L'UE et ses États membres doivent stimuler la recherche axée sur le marché. Le délai de mise sur

le marché de l'innovation doit être raccourci pour garantir que les idées financées par des fonds européens soient produites et commercialisées au sein de l'UE. Le Ceemet se félicite de l'augmentation et de la facilité d'accès au cofinancement de la recherche, du développement et de l'innovation pour les start-ups industrielles et technologiques, les infrastructures, les normes techniques et les programmes de formation aux droits numériques, en particulier pour les PME, comme le prévoit la proposition de cadre financier pluriannuel 2021-2027 de l'UE.

1,25 million de raisons d'être confiant

La numérisation entraînera la disparition d'emplois et la création de nouveaux emplois. Le Ceemet partage l'avis de la Commission selon lequel les nouvelles technologies, en général, pourraient avoir un effet positif sur l'emploi au niveau européen².

Le fait que les 200 000 entreprises représentées par le Ceemet aient créé 1,25 million d'emplois de qualité entre 2013 et 2017 donne des raisons d'être positif. Et bien que la numérisation soit guidée par le progrès technologique, le facteur humain est au cœur de cette évolution³.

Messages clés

#1 La transformation numérique ne peut être gérée avec succès et transformée en opportunités que dans le cadre d'un véritable effort européen. La numérisation stimulera la croissance économique, la compétitivité et l'emploi. Par conséquent, la stratégie européenne pour un marché unique numérique doit être rapidement élaborée et mise en œuvre avec l'engagement total de tous les États membres.

#2 L'efficacité et l'efficience des diverses initiatives européennes et nationales doivent être améliorées. Les politiques et les activités, telles que les pôles d'innovation numérique, doivent être mieux rationalisées. Les résultats de la pléthore d'initiatives sur le sujet devraient être mieux analysés et partagés. Cela accélérera la mise en œuvre de la numérisation dans toute l'Europe et parmi les entreprises de toutes tailles.

#3 La nouvelle réalité de la numérisation exige une refonte complète de l'environnement des entreprises et des investissements aux niveaux européen et national.

#4 Les négociations sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027 proposé par la Commission devraient être finalisées avant les élections du Parlement européen en mai 2019. L'Europe devrait concentrer ses efforts pour permettre aux entreprises technologiques et industrielles, en particulier les PME et les start-ups, de gérer rapidement leur transformation numérique.

2. Ceemet (2018), Digitalisation and the World of Work.

3. European Commission (February/2018). Employment and Social Developments in Europe.



Compétences, compétences, compétences

La numérisation a considérablement modifié les besoins en compétences et continuera à raccourcir la durée de vie de la connaissance.

La dimension européenne des compétences nationales

Le déficit de compétences doit être comblé tant au niveau national qu'au niveau de l'UE et des fonds doivent être mis en place pour aider les systèmes d'éducation et de formation à s'adapter aux changements technologiques. Cela aidera les entreprises à faire face aux changements technologiques majeurs, afin de rester compétitives et de continuer à fournir des emplois de qualité.

L'UE a récemment lancé différentes initiatives pour souligner l'importance de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP), des compétences numériques et de l'enseignement des sciences, des technologies et des mathématiques (STEM) entre autres. Toutefois, ces bonnes initiatives ne suffiront pas à elles seules. Tout en respectant pleinement les compétences des États membres dans le domaine de l'éducation et de la formation, l'UE devrait encourager et aider les décideurs politiques nationaux à adapter leurs systèmes d'éducation et de formation à un monde du travail numérisé.

Faire de la formation professionnelle un premier choix

Le Ceemet se félicite de l'objectif de la Commission de faire de l'enseignement et de la formation professionnels une option² de premier ordre pour les apprenants, et menant à un emploi de qualité. Dans le secteur des industries technologiques, nous le préconisons depuis longtemps tant au niveau national qu'europpéen.

Dans ce contexte, il est important que les décideurs politiques nationaux adaptent la formation professionnelle à la demande en faisant participer des employeurs à la conception et à l'enseignement professionnel. Cela renforcera sa pertinence sur le marché du travail et contribuera à faire de la formation professionnelle un premier choix, en particulier pour les jeunes Européens.

Les décideurs politiques nationaux devraient également soutenir et favoriser la perméabilité entre la formation professionnelle et l'enseignement supérieur afin que les étudiants puissent passer plus facilement d'un système à l'autre. Cela ouvrira des possibilités pour les apprenants et contribuera également à éliminer la stigmatisation dont les étudiants en formation professionnelle font l'objet, ce qui en fera un choix plus attrayant.

1. Ceemet (2018), Digitalisation and the World of Skills and Education.
2. COM(2016) 381 final: A new Skills Agenda for Europe.

Supprimer les obstacles au développement des compétences numériques.

Des compétences numériques pour tous

Trop souvent, les écoles n'ont pas d'enseignants compétents en matière de numérique, ni l'équipement nécessaire. Les États membres doivent prendre d'urgence des mesures pour que les systèmes d'éducation et de formation soient adaptés à la transformation numérique. Il faut réformer les programmes scolaires pour garantir que l'acquisition de compétences numériques pertinentes commence dès le plus jeune âge et se poursuive tout au long de la vie. Cela inclut l'enseignement des sciences, des technologies et des mathématiques dès le début de la scolarité. L'apprentissage du codage de base devrait être introduit dans chaque classe dans toute l'Europe et l'apprentissage numérique devrait être intégré dans tous les programmes scolaires. Ce genre d'initiatives aidera également à attirer davantage de femmes et de jeunes vers les matières scientifiques.

En outre, la coopération entre l'industrie et les forma-

teurs devrait être renforcée afin de mieux comprendre et anticiper les besoins futurs en compétences.

Éducation et formation tout au long de la vie

Les employeurs reconnaissent largement l'importance de la formation continue, en particulier dans le contexte d'un monde du travail numérique en évolution. Cependant, de nombreuses petites et moyennes entreprises (PME) ont du mal à former leurs salariés pour différentes raisons, telles que le manque de ressources notamment financières et humaines. Par conséquent, afin de permettre au plus grand nombre possible de salariés d'accéder à l'éducation et à la formation tout au long de la vie, les PME ont besoin d'être soutenues dans l'élaboration de programmes adaptés. Le Ceemet est heureux de voir que, dans la proposition actuelle du prochain cadre financier pluriannuel (CFP), des ressources substantielles y sont consacrées.

Néanmoins, l'apprentissage tout au long de la vie est une responsabilité partagée entre les employeurs et les travailleurs, exigeant du salarié motivation, action et autogestion pour que la formation soit un succès.

Messages clés

- #1 Les décideurs politiques nationaux devraient investir pour rendre la formation professionnelle plus attrayante, afin qu'elle devienne un premier choix pour les apprenants, et qu'elle mène à un emploi de qualité.** Des systèmes de formation professionnelle de qualité sont essentiels pour répondre aux pénuries actuelles de main-d'œuvre qualifiée dans les industries technologiques.
- #2 Les employeurs ont identifié 7 compétences essentielles dont les salariés auront besoin³.** Le développement de nouvelles professions liées à l'émergence des technologies numériques nécessitera des investissements massifs dans de nouvelles compétences pour réussir l'industrie du futur.
- #3 Stimuler l'apprentissage des sciences, des technologies et des mathématiques (STEM) dès le plus jeune âge pour faire face à la numérisation de l'industrie.** Investir également dans les compétences entrepreneuriales (numériques), ainsi que dans les compétences soft et managériales, car elles aussi sont la clé du succès des entreprises lorsqu'elles doivent faire face à des changements technologiques majeurs. Les travailleurs ont, de leur côté, la responsabilité de suivre une formation pertinente et continue pour faire face aux défis d'une industrie numérisée et assurer leur employabilité.
- #4 Affecter, en particulier dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP), des fonds communautaires plus importants et mieux ciblés en faveur de la formation.** Aider les PME à identifier leurs besoins en compétences et élaborer des programmes de formation pour répondre à ces besoins. Simplifier les règles d'accès et d'administration des fonds communautaires, en particulier pour les PME.
- #5 Renforcer la coopération entre l'industrie et les prestataires de formation et s'assurer qu'ils partagent leurs meilleurs pratiques.**

3. Ceemet (2018), Digitalisation and the World of Skills and Education.



POINT 6

Des marchés du travail agiles

Offrir une marge d'innovation et d'expérimentation à la hauteur de la nouvelle réalité.

Les opportunités de la numérisation

Les entreprises européennes, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), ne sont pas sur un pied d'égalité avec les entreprises d'autres régions du monde, qui tirent pleinement parti des avantages de la numérisation. Par conséquent, l'UE doit être innovante, ouverte à l'expérimentation et saisir les opportunités offertes par le progrès technologique.

La numérisation et le progrès technologique conduisent à de nouveaux modes de développement et de réorientation des paramètres de production, de vente et d'après-vente. Dans le même temps, l'économie collaborative remet en question les limites de l'environnement réglementaire, y compris la réglementation du marché du travail. Ces développements remettent en question la compatibilité de la législation conçue par le passé

avec la réalité et les besoins des clients, des entreprises et des travailleurs d'une industrie 4.0.

#l'avenir du travail

Avec la numérisation en cours, le travail se déconnecte de plus en plus d'un lieu de travail précis et d'un temps de travail défini. Cela conduit à de nouvelles formes d'organisation du travail et à des changements dans les modèles de travail¹. La réglementation du temps de travail doit donc être adaptée à l'évolution du monde du travail afin de permettre la flexibilité tant pour les entreprises que pour les travailleurs.

La coordination des politiques économiques par le biais du semestre européen devrait soutenir les réformes nationales du marché du travail, en particulier par la création de marchés du travail agiles répondant aux besoins d'une économie de plus en plus numérique, avec des modèles de travail changeants. Un cadre réglementaire rigide ne fera qu'entraver le déploiement de la numérisation de l'industrie et ne fera qu'augmenter encore les coûts de main-d'œuvre déjà élevés².

1. Ceemet. (2018). Digitalisation and the World of Work.

2. Ceemet. (2018). Chief Economists Report 2018.

Les législateurs de l'UE doivent être ouverts à des marchés du travail agiles qui permettent aux employeurs et aux salariés de façonner le travail 4.0. L'UE doit fournir les conditions-cadres appropriées qui reflètent l'évolution des réalités et offrent une marge de manœuvre pour suivre le rythme des changements sociétaux et technologiques, au lieu d'élaborer de nouvelles réglementations inadaptées. En effet, il a été démontré que l'introduction de nouvelles technologies sur le lieu de travail dans les pays où la législation du travail est trop stricte tend à avoir un impact négatif sur l'emploi³.

Des marchés du travail agiles conduisent à une convergence ascendante de l'emploi.

La régulation en tant qu'élément de la solution

De nombreuses start-ups technologiques développent des solutions innovantes aux problèmes

économiques, sociétaux ou environnementaux du 21^{ème} siècle. Par conséquent, il convient également de mettre en place les conditions-cadres appropriées pour les aider à se développer et à devenir compétitives afin qu'elles puissent continuer à fournir des emplois de qualité.

Soutenir l'esprit d'entreprise et les jeunes pousses a des retombées sociétales importantes. Les marchés du travail agiles sont plus résilients et plus inclusifs. Ils permettent les adaptations nécessaires aux changements économiques et technologiques et offriront des possibilités, en particulier à ceux qui éprouvent des difficultés à entrer sur le marché du travail. Des marchés du travail agiles devraient être le choix politique prioritaire.

Messages clés

- #1 Tout le monde ne s'est pas rendu compte que la numérisation va au-delà de l'internet à haut débit et de l'interconnectivité ; les marchés du travail font partie intégrante du cadre réglementaire de la numérisation.** Un cadre approprié est une condition préalable pour que les industries technologiques, compétitives au niveau international, puissent continuer à fournir des emplois de qualité en Europe. Des législateurs qui connaissent bien le numérique sont la clé d'une évolution réussie vers l'industrie 4.0, et ce au sein de toutes les entreprises.
- #2 Préparer le terrain pour façonner la numérisation en promouvant la réforme des marchés du travail nationaux en marchés du travail agiles, avec de nouveaux types de travail et de nouveaux concepts d'organisation du travail.**
- #3 Être ouvert et reconnaître que les marchés du travail agiles sont plus résilients et contribueront à stimuler la création d'emplois lors de la numérisation de l'industrie européenne.** Une protection rigide de l'emploi tend à avoir un impact négatif sur la création d'emplois et le succès de la numérisation dans l'industrie.
- #4 L'UE et ses États membres devraient respecter le principe de subsidiarité, faire en sorte que la réglementation actuelle et future du marché du travail soit en phase avec la réalité et se concentrer sur la promotion des réformes nationales du marché du travail dans le cadre du Semestre européen.** La réglementation du marché du travail en vigueur aux niveaux européen et national devrait être soumise à des « contrôles d'aptitude réglementaire » (REFIT).

3. OECD. (2017). Employment Outlook.



POINT 7

Les partenaires sociaux font la différence

Les partenaires sociaux sont des acteurs clés

Les relations sociales ne sont pas statiques et ont évolué différemment selon les environnements économiques, politiques, sociaux et culturels nationaux. Il ne peut y avoir un modèle européen unique. Dans la majorité des cas, les systèmes de négociation collective jouent un rôle important dans la détermination des conditions de travail et d'emploi, y compris la rémunération.

La tendance actuelle des systèmes de négociation collective en Europe est de laisser plus de place au niveau de l'entreprise, par exemple en prévoyant des clauses d'ouverture et de dérogation dans les conventions collectives. Les partenaires sociaux sont plus proches de l'industrie et sont donc en mesure d'agir de manière autonome et sur la base d'un mandat solide pour trouver une solution sur mesure que ce soit au niveau de l'entreprise ou de la branche.

Défis pour les partenaires sociaux nationaux

L'émergence de l'économie collaborative soulève des questions quant à la pertinence des relations sociales traditionnelles et des systèmes de négocia-

tion collective. Un grand défi pour les partenaires sociaux est d'adapter leur modèle économique à cette nouvelle réalité. C'est déjà en cours. L'économie numérique pourrait expliquer en partie la baisse du taux de syndicalisation, ce qui n'est pas le cas jusqu'à présent pour les organisations patronales, même si davantage d'entreprises s'affilient sans être obligées d'appliquer une convention collective. Les demandes adressées aux législateurs pour étendre l'application des conventions collectives à toutes les entreprises et à tous les travailleurs, y compris ceux de l'économie collaboratives, n'apporteront pas de solutions viables. Cela sera plutôt perçu comme une incapacité des partenaires sociaux à trouver leurs propres solutions et aura comme conséquence d'affaiblir leur position.

Dialogue social européen

Les articles 154 & 155 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne prévoient un dialogue social privilégié au niveau de l'UE entre partenaires sociaux reconnus, avec la possibilité d'être consultés et d'agir en tant que quasi législateurs sur les initiatives de politique sociale de la Commission. L'initiative de la Commission de relancer le dialogue social au niveau de l'UE et au niveau national en 2015 n'a pas permis

de jeter les bases d'un dialogue social à valeur ajoutée, car elle ne tenait pas compte de l'autonomie des partenaires sociaux, de leurs mandats et responsabilités. Au lieu de cela, le dialogue social au niveau de l'UE est devenu encore plus nébuleux. La Commission a remplacé les consultations des partenaires sociaux par des consultations publiques ouvertes ou des auditions dites spécifiques avec des associations professionnelles ou des ONG non expérimentées et non mandatées, pour lesquelles il existe d'autres enceintes de consultation.

Le semestre européen, mis en place pour coordonner les politiques économiques, a dépassé ses compétences pour s'orienter vers les politiques sociales.

Risques d'ingérence dans la fixation des salaires

La menace d'ingérence de la part de « Bruxelles » dans la fixation des salaires est très inquiétante.

Elle crée un risque d'ingérence politique dans la fixation des salaires, une responsabilité essentielle des partenaires sociaux nationaux.

C'est une ingérence périlleuse dans la compétitivité des industries, car les partenaires sociaux et les entreprises sont les mieux placés pour lier les salaires à la productivité, à la nécessité d'investir ou à d'autres paramètres spécifiques. L'UE doit s'abstenir d'empiéter sur les compétences fondamentales des partenaires sociaux concernant les politiques nationales de l'emploi, notamment par le biais du pilier européen des droits sociaux et des lignes directrices révisées en conséquence, et qui préconisent des « mécanismes transparents et prévisibles de fixation des salaires ». Ces idées ne sont pas prévues par le Traité et porteront préjudice à la compétitivité internationale du secteur européen des industries technologiques.

Messages clés

- #1 Le respect de l'autonomie des partenaires sociaux est une obligation pour les décideurs politiques.**
- #2 Les décideurs politiques devraient abandonner leurs projets d'ingérence directe ou indirecte dans les questions fondamentales des partenaires sociaux.** L'ingérence de « Bruxelles » dans des questions essentielles, telles que les salaires et leur fixation, entre ouvertement en conflit avec l'autonomie des partenaires sociaux et risque de nuire à la compétitivité internationale des entreprises.
- #3 Le dialogue social sectoriel au niveau de l'UE vise à contribuer à l'amélioration de l'environnement commercial et social.** L'objectif est de promouvoir la compétitivité, des emplois durables et de qualité dans l'industrie européenne. Les partenaires sociaux représentatifs et mandatés doivent être consultés en temps utile sur toute proposition de la Commission dans le domaine de la politique sociale. La méthode de consultation des parties prenantes au niveau de l'UE doit devenir non discrétionnaire et mieux coordonnée.
- #4 Une expression de l'autonomie des partenaires sociaux est que le dialogue social européen (sectoriel) volontaire se concentre sur des thèmes convenus par les partenaires sociaux (sectoriels) après consultation de leurs membres.** L'autonomie s'applique également aux résultats que les partenaires sociaux ont choisi d'atteindre. L'échange de bonnes pratiques et l'analyse conjointe, par exemple sur la numérisation¹ et les compétences de base², constituent en soi un résultat important et précieux.

1. Ceemet & industriAll European Trade Union. (06/12/2016). Joint Statement: The impact of digitalisation on the world of work.
2. industriAll European Trade Union & Ceemet. (19/06/2017). Joint Statement: A Skills Agenda for Europe - No need for new but swift action.



Investir dans les industries technologiques

Investissement

Les entreprises technologiques et industrielles poursuivent leur transformation numérique. Étant donné que les États membres, soutenus par l'UE, doivent investir massivement dans les infrastructures, la 5G et la cybersécurité, nos entreprises sont également prêtes à faire d'énormes investissements dans un avenir proche. Ces investissements seront réalisés à long terme, ce qui suppose des conditions-cadres stables et la pleine application des principes en faveur d'une meilleure réglementation, ainsi que des contrôles de compétitivité.

Les entreprises des industries technologiques ont sous-investi entre 2007 et 2016. Depuis elles sont de nouveau sur la bonne voie pour continuer à investir dans de nouveaux matériels et logiciels. Cette évolution positive doit être soutenue par un financement de l'UE.

L'UE, les États membres et les institutions financières doivent faciliter l'accès au financement. En particulier, les petites et moyennes entreprises (PME) n'ont pas les connaissances nécessaires sur

la manière d'accéder au financement, tandis que la charge administrative associée crée un obstacle supplémentaire. En fait, il arrive souvent que les entreprises doivent faire appel à des spécialistes lorsqu'elles demandent un financement de l'UE pour les aider à naviguer dans ce labyrinthe de fonds différents.

Il est important de mieux faire connaître le financement de l'UE et de le rendre plus compréhensible et accessible. Une idée pourrait être de créer un «guichet unique» complet et pleinement opérationnel pour le financement européen, tout en tirant les leçons de l'inefficacité des outils précédents, tels que le «guichet unique» de l'Agence européenne pour les PME.

Le budget 2021-2027 de l'UE

Le cadre financier pluriannuel (CFP) proposé par la Commission en mai 2018 contient de bonnes idées pour financer la transformation numérique des entreprises, notamment en mettant l'accent sur les travailleurs qualifiés. Les négociations en cours, au niveau national, entre les États membres et le

Parlement européen sont essentielles pour permettre aux industries technologiques européennes de faire face à la concurrence.

L'innovation «Made in Europe» devrait être produite en Europe.

Cela nécessite un budget plus innovant et simplifié, prévoyant un financement pour les start-ups qui prennent des risques, c'est-à-dire celles que les banques traditionnelles ne financent pas. En outre, nous avons besoin le plus rapidement possible d'un accord sur le CFP afin que l'UE puisse, sans délai, maintenir ses investissements avec les régions concurrentes.

Le financement de la numérisation de l'industrie est souvent traité dans le cadre de différents programmes de financement de l'UE, sans qu'il n'existe un seul programme coordonné d'investissement dans la numérisation. Il est impératif de le mettre en place immédiatement, car les niveaux de financement requis pour la numérisation ne sont pas atteints dans de nombreux États membres. En outre, d'autres méthodes de financement de la numérisation, telles que «Invest» EU, devraient être envisagées.

Recherche et développement

Dans nos industries, nous recherchons des solutions durables à un large éventail de problèmes sociétaux : environnement, approvisionnement énergétique, mobilité, sécurité, sûreté de la chaîne alimentaire et vieillissement de la population, pour n'en citer que quelques-uns. Les industries technologiques représentent environ 75% des dépenses privées de R&D dans l'Union européenne. Toutefois, l'UE accuse un retard par rapport aux économies développées du monde entier en ce qui concerne les dépenses de R&D du secteur des entreprises par rapport au PIB, avec un chiffre de 1,32 %. Les États-Unis sont à 1,99 %, la Chine à 1,59 %, le Japon et la Corée du Sud respectivement à 2,58 % et 3,28 %¹.

Le CFP 2021 - 2027 doit garantir des dépenses de R&D équivalentes, sinon accrues, plus facilement accessibles pour les industries manufacturières, les infrastructures, les normes techniques et, enfin et surtout, pour la formation continue des travailleurs. Il convient de renforcer le niveau d'innovation lié au marché qui découle de la R&D et de ne pas laisser les concepts d'entreprises prometteuses et les start-ups seules une fois que le cofinancement de l'UE est épuisé.

Messages clés

- #1 Maintenir des conditions-cadres stables et fiables pour les investissements privés qui sont nécessaires pour faire des affaires.**
- #2 Surmonter la bureaucratie existante, créer un «guichet unique» pleinement opérationnel pour le financement européen, un point unique où les entreprises peuvent obtenir toutes les informations relatives au financement européen.** Plus précisément, pour la numérisation, la Commission européenne doit mettre en place prochainement un programme d'investissement unique et coordonné en matière de numérisation, car les niveaux de financement requis pour la numérisation ne sont pas atteints dans de nombreux États membres.
- #3 Refondre les structures opaques de financement et de cofinancement, que ce soit au niveau européen ou national.** Nous devons parvenir rapidement à un environnement de financement efficient et efficace en Europe.
- #4 Accroître l'investissement dans la R&D.** Selon les chiffres d'Eurostat, en comparant les dépenses de R&D du secteur des entreprises au PIB pour les années 2015 et 2016², l'UE est à la traîne des économies développées du monde. Des investissements supplémentaires doivent être consentis dans ce domaine afin que l'UE puisse rattraper ses concurrents.

1. Ceemet calculation based on 2015-2016 Eurostat figures.

2. Ceemet. (2018). Chief Economists Report 2018.



POINT 9

Le commerce mondial & le Brexit

L'UE est une puissance commerciale mondiale et le premier moteur de la mondialisation.

Commerce et chaînes d'approvisionnement mondiales

Pour être durable, le commerce doit être fondé sur des règles et des normes favorisant une concurrence équitable entre toutes les parties. La mondialisation est vitale pour une industrie innovante et compétitive, qui à son tour crée des emplois et de la richesse en Europe. Il est tout aussi important de faire le lien entre le fait que les industries technologiques sont le premier exportateur d'Europe, avec environ 2/3 des ventes réalisées grâce aux exportations, et l'emploi et les chaînes de valeur créés en Europe. Les exportations ont augmenté d'environ 65 % au cours des 14 dernières années et ont contribué depuis 2013 à créer 1,25 million de nouveaux emplois de qualité¹.

Principaux moteurs de la prospérité

Le libre-échange et l'ouverture des marchés ont

été les principaux moteurs de la prospérité dont nous jouissons tous au sein de l'UE. Dans un environnement mondial difficile caractérisé par un nationalisme et un protectionnisme accrus, l'UE doit continuer à rechercher de nouveaux types d'accords commerciaux internationaux, tout en protégeant nos relations commerciales existantes. Ces accords commerciaux doivent porter sur des questions d'ordre mondial, allant de la surproduction aux droits de propriété intellectuelle et garantir des investissements bilatéraux, sans pour autant abaisser les normes sociales européennes. Les chaînes d'approvisionnement internationales sont essentielles pour nos industries. Elles sont le moteur de l'innovation, de la productivité et de la qualité². Dans ce contexte, nous devons maintenir un commerce libre et sans friction avec l'un de nos principaux partenaires commerciaux, le Royaume-Uni, tant pendant les négociations qu'après la conclusion du processus du Brexit. A défaut, démêler ces relations commerciales sera totalement impossible et nuira à l'économie.

1. Ceemet. (2018). Chief Economists Report 2018.

2. Ceemet. (2016). Brexit: a 'lose-lose' situation for EU manufacturers.

Compte tenu de l'évolution en cours des puissances économiques et géopolitiques internationales, l'Europe, en tant que plus grand bloc commercial mondial, doit parler d'une seule voix. Cela permet de façonner les nouveaux types d'accords commerciaux internationaux d'une manière équilibrée vis-à-vis des États-Unis, de la Chine et d'autres partenaires commerciaux.

Le Brexit est une situation « perdant-perdant » pour l'industrie manufacturière dans l'UE et au Royaume-Uni.

Relations futures avec le Royaume-Uni

Les entreprises des industries technologiques ont besoin d'un environnement sûr et stable pour planifier leurs décisions d'affaires. Après le Brexit, nous devons garantir, dans la mesure du possible, des conditions de concurrence équitables entre l'UE27 et le Royaume-Uni. Cela inclut un environnement réglementaire unique, soutenu par la reconnaissance mutuelle et la coopération en matière de réglementation, avec un mécanisme permettant d'éviter les

divergences réglementaires. Nous devons maintenir un commerce libre et sans friction, en évitant les barrières tarifaires et non tarifaires à la circulation des biens et des services, tout en assurant l'intégrité du marché unique. En outre, il est impératif de permettre aux travailleurs, à tous les niveaux de compétences, de circuler librement entre l'UE et le Royaume-Uni pour soutenir des chaînes d'approvisionnement complexes et combler le déficit de compétences du secteur³.

Aucune industrie n'est une île

Les employeurs des industries technologiques opèrent au sein de chaînes d'approvisionnement complexes dans l'UE, et cela doit continuer quel que soit le scénario post-Brexit. Les biens et les services doivent pouvoir circuler sans interruption entre l'UE et le Royaume-Uni, sans barrières tarifaires et selon un ensemble commun de règles d'origine. En échange de l'accès au marché de l'UE, les négociateurs doivent explorer les contributions équitables du Royaume-Uni au développement économique de l'UE et aux programmes et agences de l'UE.

Messages clés

- #1 Pour être en mesure de façonner les nouveaux accords commerciaux à venir, en particulier avec des partenaires puissants comme la Chine ou les États-Unis, l'Union européenne, en tant que plus grand bloc commercial du monde, doit surmonter les intérêts particuliers nationaux et parfois même régionaux et parler d'une seule voix.** Il en résultera des accords commerciaux plus équilibrés avec l'UE, ce qui rassurera ses citoyens.
- #2 Le commerce libre et équitable est une source de richesse dans l'UE. Les décideurs politiques et les négociateurs commerciaux européens doivent défendre conjointement les intérêts européens dans le commerce mondial.** L'Europe doit être traitée sur un pied d'égalité, compte tenu notamment de la politique énergétique actuelle menée par la Chine et du changement radical dans le partenariat transatlantique.
- #3 Dans la mesure du possible, les négociateurs du Brexit doivent conclure des accords commerciaux de statu quo entre l'UE27 et le Royaume-Uni pour les entreprises des industries technologiques.** Nous avons besoin que les salariés de tous niveaux de compétence puissent circuler afin de combler la pénurie de compétences qui existe dans notre secteur. Cela peut nécessiter une période de transition plus longue.
- #4 Un Brexit sans accord n'est pas une option.** Les négociateurs de l'UE et du Royaume-Uni doivent convenir d'un mécanisme selon lequel le Royaume-Uni resterait, au minimum, aligné sur les règles de l'Union douanière et du marché unique.

3. Ceemet. (2018). Digitalisation and the World of Skills and Education.



POINT 10

Consulter l'industrie

Consulter l'industrie fait partie d'une prise de décision éclairée.

Concentrez-vous sur ce qui compte vraiment

Une industrie compétitive au niveau international est au cœur du progrès et de la création de richesses en Europe. Elle contribue donc également à maintenir les dépenses sociales dans l'UE à un niveau parmi les plus élevés.

Une industrie compétitive à l'échelle internationale est dans l'intérêt des décideurs et des législateurs. Cela contribuera de manière significative à remettre l'Europe sur les rails et offrira des solutions aux défis économiques, sociétaux et en-

vironnementaux, tels que l'utilisation efficace des ressources et le changement climatique.

Par conséquent, il y a un intérêt évident à établir un processus de consultation régulière et significative, fondée sur des faits, avec l'industrie. Grâce à ces consultations, les hommes politiques pourront prendre des décisions éclairées et proportionnées qui mèneront à une réglementation adaptée à l'avenir.

La consultation avec l'industrie devrait devenir un réflexe naturel pour tout décideur politique. Cela permet de trouver des solutions aux problèmes de l'économie réelle et de la société.

Des partenaires représentatifs et dignes de confiance

Nos membres sont au milieu d'une transformation numérique massive. Être proche des besoins des industries est une condition préalable pour soutenir le secteur et par conséquent l'Europe. Avec plus de 200 000 entreprises adhérentes, dont la majorité sont des petites et moyennes entreprises, le Ceemet et ses membres sont l'interface pour partager des informations factuelles et juridiquement fiables sur l'industrie.

En tant que partenaire social formellement reconnu pour les Employeurs européens des industries technologiques, l'approche centrée sur l'humain est au cœur de notre organisation. Pour ces raisons, le Ceemet est le mieux placé pour offrir à tous les acteurs politiques, au niveau local, régional, national et européen, des points de vue solides et, si nécessaire, critiques.

Restons en contact !

Le secteur des industries Métallurgiques et Technologiques (MET-) regroupe 8 sous-secteurs :

- NACE 25: Fabrication de produits métalliques
- NACE 26: Produits informatiques, électroniques et optiques
- NACE 27: Equipements électriques
- NACE 28: Machines et équipements
- NACE 29: Industrie automobile
- NACE 30: Autres matériels de transports
- NACE 32: Autres industries manufacturières
- NACE 33: Réparation et installation de machines et d'équipements

Conclusions

Situation actuelle

POINT 1

DÉBAT SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

Les notions de «paix et d'unité» comme raison d'être de l'UE ont perdu du terrain auprès des citoyens européens. Ce chapitre central de la réussite de l'Europe n'est pas clair pour les jeunes générations. De même, la contribution de l'UE à la prospérité des Européens est par conséquent négligée. Les tendances récentes du nationalisme et du protectionnisme en témoignent.

POINT 2

MIEUX LÉGISFÉRER

La réglementation est trop souvent dictée par des intérêts politiques. En tant qu'élément crucial des conditions-cadres pour la conduite des affaires, elle devrait être axée sur les besoins, cohérente, rentable et stable. La pertinence, l'efficacité et le respect des principes de base ont été négligés.

POINT 3

LA COMPÉTITIVITÉ INTERNATIONALE

Les décideurs politiques européens n'accordent pas suffisamment d'attention à la compétitivité internationale de l'Europe en tant que lieu pour faire des affaires avant d'adopter davantage de réglementation.

POINT 4

L'ÈRE INDUSTRIELLE NUMÉRIQUE

Les infrastructures et la réglementation pour le passage au numérique en Europe ne sont pas à la hauteur de la nouvelle norme dictée par le progrès technologique.

POINT 5

COMPÉTENCES, COMPÉTENCES, COMPÉTENCES

La durée de vie des connaissances diminue en raison des cycles d'innovation plus courts. La formation continue prend de l'importance car le déficit actuel de compétences est une cause de compétitivité réduite pour les entreprises technologiques et industrielles.

Recommandations

Une réinitialisation en profondeur est nécessaire pour un débat réaliste et ouvert sur la prospérité durable. La prospérité de l'Europe à l'avenir dépend en grande partie d'une transition réussie vers une industrie numérisée et une société confiante dans le numérique. Si l'Union veut réussir, une grande partie du débat et des actions doivent se concentrer sur un marché unique européen (numérique) fluide.

La réglementation au niveau de l'UE devrait être fondée sur la «subsidiarité et la proportionnalité». Elle doit reposer sur les besoins, être applicable et pouvoir être mise en oeuvre. Si elle n'est pas destinée à résoudre un problème, basée sur une analyse d'impact complète et objective et si elle ne peut pas être mise en oeuvre, il ne devrait pas y avoir de réglementation.

Des déclarations claires par les décideurs politiques sur l'importance de la compétitivité internationale de l'industrie constituent un bon point de départ. Maintenant, ils doivent agir en conséquence, comme promis dans leur Déclaration de Rome de 2017. La vision d'une Union toujours plus sociale ne peut se réaliser qu'avec une industrie en bonne santé.

La numérisation nécessite une refonte complète de l'environnement des entreprises et des investissements aux niveaux européen et national. Il s'agit notamment d'accroître l'efficacité et l'efficacité des diverses politiques et initiatives européennes et nationales.

Introduire l'apprentissage numérique dès le plus jeune âge et créer un état d'esprit où la formation continue devient habituelle. Investir dans les compétences numériques, entrepreneuriales et sociales. Réduire le gaspillage des talents nécessite également des enseignants compétents dans le domaine numérique.

Situation actuelle

POINT 6 **DES MARCHÉS DU TRAVAIL AGILES**

Tout le monde ne s'est pas rendu compte que la numérisation va au-delà de l'internet à haut débit et de l'interconnectivité ; que les marchés du travail font partie intégrante d'un cadre réglementaire approprié pour la numérisation. Des législateurs bien informés sur le plan numérique sont la clé de la réussite.

POINT 7 **LES PARTENAIRES SOCIAUX FONT LA DIFFERENCE**

La relance du dialogue social européen par la Commission en 2015 n'a pas permis de jeter les bases d'un dialogue social à valeur ajoutée car elle n'a pas tenu compte des mandats, de la responsabilité et de l'autonomie des partenaires sociaux. L'ingérence de «Bruxelles» dans des questions centrales pour les partenaires sociaux, telles que les salaires et leur fixation, entre ouvertement en conflit avec l'autonomie des partenaires sociaux et risque de compromettre la compétitivité internationale des entreprises.

POINT 8 **INVESTIR DANS LES INDUSTRIES TECHNOLOGIQUES**

Les niveaux de financement requis pour la numérisation ne sont pas atteints dans de nombreux États membres. L'inefficacité des structures de financement et de cofinancement européens entrave le déploiement numérique.

POINT 9 **LE COMMERCE MONDIAL & LE BREXIT**

L'UE ne joue pas encore le rôle qu'elle devrait jouer, tandis que des partenaires puissants tels que les États-Unis et la Chine défendent avec force leurs intérêts.

POINT 10 **CONSULTER L'INDUSTRIE**

Les décideurs politiques et les législateurs ne sont pas aussi proches que le Ceemet et ses membres des besoins réels et des défis auxquels les entreprises technologiques et industrielles sont confrontées avec la transformation numérique.

Recommandations

Préparer le terrain pour façonner la numérisation en promouvant des réformes nationales pour des marchés du travail agiles, avec de nouveaux types de travail et de nouveaux concepts d'organisation du travail. Il convient de noter que la protection rigide de l'emploi tend à avoir un impact négatif sur la création d'emplois et l'adoption de la numérisation dans l'industrie.

Le dialogue social européen (sectoriel) vise à promouvoir la croissance, l'emploi durable et un travail de qualité. Par conséquent, les partenaires sociaux représentatifs et mandatés doivent être consultés en temps utile sur toute proposition de la Commission dans le domaine de la politique sociale. Les décideurs politiques doivent respecter leur autonomie au nom d'une industrie compétitive fournissant des emplois de qualité et rejeter leurs projets d'ingérence directe ou indirecte dans les questions essentielles qui leur sont dévolues.

Face à la réalité numérique, la Commission doit immédiatement mettre en place un programme d'investissement unique et coordonné en matière de numérisation, assorti d'un « guichet unique » de financement européen pleinement opérationnel.

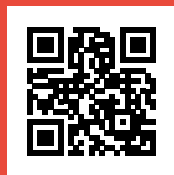
Le commerce libre et équitable est une source de richesse dans l'UE. Pour ce faire, l'Union doit parler d'une seule voix et dépasser les intérêts purement nationaux - et parfois même régionaux.

La consultation de l'industrie devrait devenir un réflexe naturel des hommes politiques à tous les niveaux et devrait servir à trouver des solutions aux problèmes de l'économie réelle et de ses entreprises. Ceci afin de s'assurer qu'elles sont aptes à faire face à la concurrence mondiale et qu'elles fournissent des emplois de qualité, tout en finançant l'Europe sociale.

Ceemet

Bluepoint Building
Bd A. Reyers Ln. 80
1030 Bruxelles (Belgique)

Tel.: +32 (2) 706 84 65
E-mail: secretariat@ceemet.org



 www.ceemet.org

 /CEEMET  @CEEMET

ceemet
European Tech &
Industry Employers